

COMMUNE de STOTZHEIM

Arrondissement de SÉLESTAT-ERSTEIN

Canton de BARR

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**Séance du 27 avril 2023**

à 20 h 00

Sous la présidence de Jean-Marie KOENIG, Maire.

Étaient présents :

Les Adjoints : Norbert RIESTER, Anne DIETRICH

Les Conseillers municipaux : Caroline BAUMERT, Raphaël EDEL, Élodie HESTIN, Dominique LEHMANN, Didier METZ, Philippe SCHMITT et Benoît SPITZ.

Absents excusés : Joanne ALBRECHT, Jean-Michel CROMER, Joseph EHRHART, Valérie HIRTZ, Céline MASTRONARDI**Procurations :** Jean-Michel CROMER à Dominique LEHMANN

Joseph EHRHART à Raphaël EDEL

Valérie HIRTZ à Caroline BAUMERT

Céline MASTRONARDI à Philippe SCHMITT

Secrétaire de séance : le conseil municipal désigne, à l'unanimité, Norbert RIESTER, comme secrétaire de séance.**COMMUNICATIONS**

M. le Maire fait part au Conseil des réunions et événements qui ont eu lieu depuis le dernier Conseil municipal.

ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 MARS 2023

Le compte rendu est adopté à l'unanimité

N° 1

PLANTATION RUE DU BAS-VILLAGE

- Vu la délibération du 2 février 2023 par laquelle le Conseil municipal décidait de solliciter des devis supplémentaires pour les plantations au Bas-Village,
- Vu la délibération du 30 mars 2023 par laquelle le Conseil municipal décidait de reporter ce point au prochain Conseil,
- Vu les devis reçus,
- Vu les conseils de M. BAUMERT Pierre sur le dossier,
- Entendu les explications M. RIESTER, Adjoint, en charge du dossier,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'effectuer les plantations au Bas-Village,
- DÉCIDE de retenir l'offre de SCOP ESPACES VERTS, sise 67144 ESCHAU, d'un montant HT de 5 300,00 €,

- HABILITE le Maire à engager toute démarche et signer tout document destiné à l'application de la présente délibération.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ DES VOIX

13 voix pour – 1 abstention

(Mme Caroline BAUMERT étant personnellement concernée s'est abstenue)

N° 2

AMÉNAGEMENT DU MASSIF ENTRÉE EST

- Entendu M. RIESTER, Adjoint, qui fait part au Conseil des propositions reçues pour l'aménagement du blason de l'entrée Est,
- Vu les devis reçus,
- Entendu les avis des conseillers,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de reporter ce point,
- CHARGE la Commission Fleurissement de travailler sur le projet et de soumettre un nouveau projet à un prochain conseil municipal,
- PRÉCISE que Mmes Caroline BAUMERT et Élodie HESTIN, membres du Conseil, seront associées au projet.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 3

DÉPENSES « FÊTES ET CÉRÉMONIES » À IMPUTER AU 6232

- Entendu l'exposé de M. le Maire :

Le conseil d'État a, dans un arrêt du 4 mai 2015, précisé les informations dont devait disposer le comptable pour payer des dépenses imputées par une commune au compte « Fêtes et cérémonies ».

Il convient donc désormais que les dépenses imputées au compte 6232 mentionnent expressément la fête ou la cérémonie concernées par la dépense afin de permettre au comptable de vérifier l'imputation de la dépense.

Le Maire propose de prendre en charge les dépenses suivantes au compte 6232 « fêtes et cérémonies » :

- Fête des aînés : vins, repas commandés traiteur ou restaurant, cadeaux aux absents et personnel communal, denrées et boissons diverses, location salle des fêtes, décorations,
- Noël : sapins, décorations et illuminations
- Fête Nationale : vins, denrées et boissons diverses, décorations, cartes cadeaux lauréats et livres cadeaux lauréats,
- Cérémonies officielles : gerbes, vin, denrées et boissons diverses, décorations.
- les fleurs, bouquets, gravures, médailles, paniers garnis offerts à l'occasion de divers événements (anniversaires des personnes âgées, médailles agents, naissance, mariage, décès...),

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE l'affectation des dépenses reprises ci-dessus au compte 6232 « fêtes et cérémonies » dans la limite des crédits inscrits au Budget Primitif 2023.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 4

SAUVEGARDE DES DONNÉES INFORMATIQUES : AVENANT

- Vu la délibération du 14 novembre 2011 par laquelle le Conseil municipal donne son accord à la proposition de la Communauté des Communes de Barr pour la mise en place d'une opération groupée de sauvegarde au niveau des Communes,

- Vu la délibération du 20 décembre 2011 de la Communauté des Communes du Pays de Barr acceptant la coordination du projet de sauvegarde des données informatiques des structures communales et intercommunales intéressées,
- Vu la convention signée en date du 13 février 2012,
- Vu la délibération du 5 novembre 2018 par laquelle le Conseil municipal autorise le Maire à signer l'avenant de la convention de sauvegarde des données informatiques du 15 octobre 2018,
- Vu la délibération du 28 octobre 2019 par laquelle le Conseil municipal autorise le Maire à signer l'avenant de la convention de sauvegarde des données informatiques du 15 octobre 2019,
- Vu la délibération du 8 avril 2021 par laquelle le Conseil municipal autorise le Maire à signer l'avenant de la convention de sauvegarde des données informatiques du 2 mars 2021,
- Vu la délibération du 30 juin 2022 par laquelle le Conseil municipal autorise le Maire à signer l'avenant de la convention de sauvegarde des données informatiques du 21 mars 2022,
- Vu l'avenant n°11 du 1^{er} mars 2023 pour cette prestation,
- Considérant que le coût de la prestation a diminué par rapport aux années précédentes,
- Considérant que le présent avenant à la convention a pour objet de définir les conditions et modalités financières pour l'année 2023,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- AUTORISE le Maire à signer l'avenant de la convention de sauvegarde des données informatiques.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 5

CONTRAT DE TERRITOIRE CENTRE ALSACE AVEC LA COLLECTIVITÉ EUROPÉENNE D'ALSACE

- Entendu M. le Maire qui informe le Conseil municipal de la mise en place par la Collectivité européenne d'Alsace d'un Contrat de Territoire Alsace, à l'échelle du Territoire Centre Alsace, sur la période 2022-2025.

Dans un contexte de crises énergétiques, sociales et climatiques, la Collectivité européenne d'Alsace a souhaité être aux côtés des acteurs locaux et, ensemble, ont travaillé à la définition d'enjeux porteurs de développement en matière d'attractivité, d'environnement et écologie et de cohésion sociale.

Ainsi, elle a adopté le 20 juin 2022 une démarche de contractualisation avec les territoires pragmatique qui mobilise des moyens en ingénierie (proposée par les services de la Collectivité européenne d'Alsace et également par les 17 structures membres du Réseau d'Ingénierie Territoriale d'Alsace (RITA)) et financiers conséquents (167 M€ sur la période 2022-2025) pour accompagner la dynamique de chaque Territoire d'Alsace.

Les enjeux et objectifs opérationnels retenus au titre du Contrat de Territoire Alsace sont les suivants pour le Territoire Centre Alsace :

Enjeu attractivité : conforter l'économie touristique, culturelle et les centralités, atouts majeurs du territoire.

- Moderniser, diversifier et valoriser l'offre touristique, culturelle, de loisirs et patrimoniale pour offrir aux habitants et aux visiteurs des équipements de qualité, qui répondent à leurs attentes et qui permettent de conserver l'image de marque du Territoire qui est l'un de ses meilleurs arguments marketing ;
- Renforcer les centralités en accompagnant les projets Petite Ville de Demain (PVD) pour permettre de maintenir et développer le niveau de service à la population et aux entreprises tout en tenant compte des spécificités infra territoriales en matière de besoin en services à la population (petite enfance et enfance, santé, économie, commerce...).

Enjeu environnement et écologie : repenser les mobilités et tendre vers un territoire durable et à énergie positive.

- Développer les itinéraires cyclables pour proposer une alternative plus durable aux mobilités du quotidien tout en rendant le territoire plus attractif pour les mobilités touristiques et de loisirs ;
- Favoriser la production d'énergie renouvelable en territoire pour offrir aux habitants un accès à une énergie à coût maîtrisé.

Enjeu cohésion sociale : renforcer l'attractivité résidentielle en développant l'offre de services aux habitants.

- Développer l'offre de services en faveur des seniors pour faire face à l'enjeu du vieillissement de la population et du grand âge ;
- Accompagner le développement des équipements en faveur de la jeunesse et des collégiens (périscolaires, équipements sportifs à destination des collégiens...) afin de permettre leur épanouissement sur le territoire et de conforter la vie associative locale.

Le bénéfice d'un soutien de la Collectivité européenne d'Alsace au titre des fonds financiers dédiés - Fonds Communal Alsace, Fonds d'Attractivité Alsace, Fonds d'innovation territoriale - est conditionné, conformément aux règlements desdits fonds, par l'adoption, par les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre intéressés, d'une délibération approuvant la signature du Contrat de Territoire Alsace correspondant.

Au regard de ces éléments, je vous propose d'adopter le Contrat de Territoire Alsace à l'échelle du Territoire Centre Alsace et de m'autoriser à le signer.

- Vu le Code Général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération de la Collectivité européenne d'Alsace du 20 juin 2022 portant Stratégie d'accompagnement et de contractualisation avec les territoires et notamment les fonds qui l'accompagnent,
- Vu la délibération de la Collectivité européenne d'Alsace du 6 février 2023 portant adoption des Contrats de Territoire Alsace 2022-2025,
- Vu le Contrat de Territoire Alsace à l'échelle du Territoire Centre Alsace, adopté par la Collectivité européenne d'Alsace par délibération susvisée du 6 février 2023,
- Considérant l'intérêt pour la Commune de Stotzheim de s'engager dans la démarche de contractualisation et de partenariat proposée par la Collectivité européenne d'Alsace,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- APPROUVE le Contrat de Territoire Alsace à l'échelle du Territoire Centre Alsace pour la période 2022-2025, tel que joint en annexe,

Les éléments essentiels du Contrat sont les suivants :

- La définition des enjeux et objectifs partagés et validés :

Enjeu attractivité : conforter l'économie touristique, culturelle et les centralités, atouts majeurs du territoire.

- Moderniser, diversifier et valoriser l'offre touristique, culturelle, de loisirs et patrimoniale pour offrir aux habitants et aux visiteurs des équipements de qualité, qui répondent à leurs attentes et qui permettent de conserver l'image de marque du Territoire qui est l'un de ses meilleurs arguments marketing ;
- Renforcer les centralités en accompagnant les projets Petite Ville de Demain (PVD) pour permettre de maintenir et développer le niveau de service à la population et aux entreprises tout en tenant compte des spécificités infra territoriales en matière de besoin en services à la population (petite enfance et enfance, santé, économie, commerce...).

Enjeu environnement et écologie : repenser les mobilités et tendre vers un territoire durable et à énergie positive.

- Développer les itinéraires cyclables pour proposer une alternative plus durable aux mobilités du quotidien tout en rendant le territoire plus attractif pour les mobilités touristiques et de loisirs ;
- Favoriser la production d'énergie renouvelable en territoire pour offrir aux habitants un accès à une énergie à coût maîtrisé.

Enjeu cohésion sociale : renforcer l'attractivité résidentielle en développant l'offre de services aux habitants.

- Développer l'offre de services en faveur des seniors pour faire face à l'enjeu du vieillissement de la population et du grand âge ;
 - Accompagner le développement des équipements en faveur de la jeunesse et des collégiens (périscolaires, équipements sportifs à destination des collégiens...) afin de permettre leur épanouissement sur le territoire et de conforter la vie associative locale.
- L'instauration d'une gouvernance partagée pour le suivi du contrat,
 - La co-construction des projets avec la Collectivité européenne d'Alsace,
 - La possibilité d'un accompagnement financier de certains projets par la Collectivité européenne d'Alsace, en fonction de leur éligibilité et de leur intérêt au regard des enjeux et objectifs précités.
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer le Contrat précité,
 - CHARGE Monsieur le Maire de mettre en œuvre la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 6

DÉSIGNATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DE LA CHASSE COMMUNALE

- Entendu M. le Maire qui informe le Conseil municipal de la préparation du dossier de la chasse en vue de la location de cette dernière pour la période 2024-2033.
- Vu les articles L. 429-1 et suivants du code de l'environnement,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉSIGNE les membres du Conseil municipal suivants afin de constituer la Commission Consultative Communale de la chasse,
- M. Jean-Marie KOENIG, Maire, président de la 4C,
- MM. Joseph EHRHART et Raphaël EDEL en qualité de représentant de la commune,
- DÉCIDE que ces mêmes personnes siégeront au sein de la commission de relocation en cas d'adjudication publique ou d'appel d'offres.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

LOCATION DE CHASSE POUR LA PÉRIODE 2024-2033 : CHOIX DU MODE DE CONSULTATION DES PROPRIÉTAIRES

- Entendu M. le Maire qui expose au conseil qu'en application de l'article L.429-13 du Code de l'environnement, la décision relative à la destination du produit de la chasse peut être prise soit dans le cadre d'une consultation écrite des propriétaires, soit dans le cadre d'une réunion de ces derniers,
- Vu les articles L. 429-1 et suivants et notamment l'article L. 429-13 du Code de l'Environnement,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de consulter par écrit les propriétaires fonciers ayant à se prononcer sur l'affectation du produit de la location de la chasse,
- CHARGE Monsieur le Maire de procéder à cette consultation ou d'organiser cette réunion.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

RENOUVELLEMENT DU BUREAU DIRECTEUR DE L'ASSOCIATION FONCIÈRE

- Vu l'article R 121-18 du Code rural,
- Vu le renouvellement général des conseils municipaux issus des scrutins des 15 mars 2020,
- Considérant que la Commune doit désigner un représentant de la Commune, ainsi que trois titulaires et deux suppléants parmi les propriétaires de parcelles incluses dans le périmètre de remembrement répondant aux conditions fixées au premier alinéa de l'article R 121-18 du Code Rural,
- Entendu les explications et propositions du Maire,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉSIGNE M. Jean-Marie KOENIG, comme représentant de la Commune,
- DÉCIDE de désigner les membres titulaires et suppléants suivants :
 - MM. Philippe MISS, Dany MUNCH, Adrien SCHULTZ comme membres titulaires,
 - MM. Geoffrey SCHULTZ et Christophe UTZ comme membres suppléants.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

CESSION D'UNE PARCELLE DE FORÊT DU CONSEIL DE FABRIQUE DE L'ÉGLISE DE STOTZHEIM AU PROFIT DE M. EDEL RAPHAËL

- Entendu les explications de M. le Maire :

Le Conseil de Fabrique de l'église de Stotzheim souhaite vendre une parcelle de forêt dont il est propriétaire, cadastrée section 42 parcelle 31 au lieudit Hellerswinckel de 11,53 ares à M. Raphaël EDEL, domicilié 67140 STOTZHEIM, suite à la proposition reçue par celui-ci.

Le prix de cession a été défini d'un commun accord entre les deux parties et a été fixé à 60,00 € l'are.

Au titre de l'article L2541-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal est appelé à donner son avis sur cette cession.

Au vu des éléments qui précèdent, il est proposé au Conseil municipal de donner un avis favorable à la vente de cette parcelle de forêt par le Conseil de Fabrique de l'église de Stotzheim au profit de M. Raphaël EDEL,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus précisément l'article L2541-14.
- Vu le projet de cession d'une parcelle de forêt cadastrée section 42 n°31 au lieudit Hellerswinckel de 11,53 ares au profit de M. Raphaël EDEL, pour un prix de 60 € l'are, soit 691,80 euros,

- Vu la délibération du Conseil de Fabrique de l'église St Nicolas du 7 mars 2023 donnant son accord pour vente de la parcelle de forêt à M. Raphaël EDEL,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DONNE un avis favorable à la cession de la parcelle de forêt cadastrée section 42 n°31 au lieudit Hellerswinckel de 11,53 ares susvisés par le Conseil de Fabrique de l'église St Nicolas de Stotzheim au profit de M. Raphaël EDEL.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ DES VOIX

13 voix pour – 1 abstention

M. Raphaël EDEL, personnellement concerné n'a pas participé au vote

N° 10

DIVERS ET COMMUNICATION

10.1. Informations sur les DIA

M. le Maire informe les membres du Conseil des Déclarations d'Intention d'Aliéner transmises à la Communauté des Communes du Pays de Barr :

- DIA reçue par Me WEHRLÉ, notaire à BENFELD dans le cadre de la vente d'un immeuble bâti, cadastré section 1 parcelle 51 de 1,50 ares, sis 6 rue de Benfeld, appartenant à M. Jean HINTERLANG.

10.2. Comptes rendus des Commissions Communales

Commission Jeunesse : les membres se sont réunis le 31 mars 2023 pour le Conseil municipal des Jeunes. Mmes Caroline BAUMERT et Élodie HESTIN, membres de la Commission, fait le compte rendu aux membres du Conseil.

10.3. Motion relative les réductions des levées

Lors de la délibération du 2 février 2023, le Conseil avait demandé que la motion soit représentée à un prochain conseil. La motion relative à la réductions des levées des ordures ménagères est donc représentée aux membres du Conseil municipal qui décide de ne pas donner suite

10.4. Compte rendu A.G PA Services, Bilan Activités 2022 Chambre d'Agriculture Alsace et Rapport d'Activités 2022 SDIS Bas-Rhin

M. le Maire présente aux membres du Conseil les comptes rendus, les bilans et rapports d'activités reçus :

- Compte rendu de l'Assemblée Générale de P.A Services,
- Bilan d'activités 2022 de la Chambre d'Agriculture d'Alsace
- Rapport d'activités 2022 du SDIS du Bas-Rhin

Le Conseil prend acte des documents présentés.

Divers :

- M. le Maire informe les membres du Conseil avoir sollicité Orange concernant la mise en place d'une antenne relais suite à l'entrevue avec ATC à ce sujet. Orange a informé que la société ATC gère le dossier en partenariat avec Orange. Après discussions, les membres autorisent le Maire à signer l'étude pour la mise en place de l'antenne relais avec ATC.
- M. le Maire informe les membres que les travaux du pont démarreront le 9 mai prochain. Il demande l'avis des membres concernant la teinte du garde-corps du pont. Les membres demandent la même teinte que les lampadaires prévus dans le marché.
- M. le Maire informe les membres de l'agent recruté M. LAKHDARI en remplacement de M. SPITZ, agent technique, à compter du 2 mai prochain.

- M. le Maire informe les membres de la relance de Mme ERNST, Conseillère d'Alsace du canton, auprès de M. DARLEY, Directeur Régional Adjoint à la DREAL Grand Est concernant les nuisances sonores de l'A35.
- M. Norbert RIESTER, Adjoint au Maire, informe les membres du Conseil que les chaises ont toutes été vendues. Les chaises ayant été réglées en espèces, M. RIESTER s'occupera d'établir un chèque pour le montant perçu afin de pouvoir l'encaisser. Il est proposé de verser la recette sous forme de subvention exceptionnelle à l'ACMECS. Les membres donnent leur accord.
- M. Norbert RIESTER, Adjoint au Maire, informe les membres qu'un bon repas d'une valeur de 50 € a été pris au restaurant Belle Vue (établissement Baur) à ZELLWILLER, suite au départ de l'agent technique M. SPITZ. Cette dépense sera imputée au compte 6232 « fêtes et cérémonies ».
- M. le Maire informe les membres que deux jeunes de Stotzheim souhaitent effectuer un stage à l'école dans le cadre de leur observation en milieu professionnel ; Mme Marylou PIASENTIN, domiciliée 3 Haut-Village et M. Alexis GUILLAUME, fils de Mme LE CORRE, ATSEM. En cas d'accord des directrices de l'école, les membres du Conseil donnent leur accord pour les demandes de stage. M. le Maire se charge d'informer l'assurance communale de la présence des stagiaires aux écoles.
- M. Norbert RIESTER, Adjoint au Maire, présente aux membres la photographie du J9. Après discussions, il est décidé d'insérer un article dans le prochain bulletin municipal ainsi que la page Facebook, le site Internet et de mettre une annonce sur le bon coin pour le mettre en vente au plus offrant.
- M. le Maire informe les membres du courrier reçu de Mme SCHALCK, Sénatrice, concernant les travaux du pont et les subventions possibles.
- M. le Maire donne lecture aux membres du courrier reçu de l'Association de chasse Renard demandant la mise en place d'une interdiction d'aller en forêt pendant les battues de chasse, informant de la mise en place de panneaux indiquant de tenir les chiens en laisse, demandant l'autorisation de creuser des abreuvoirs pour le gibier en vue de la sécheresse et informant de la mise en place de caméras en forêt. Les membres prennent acte du courrier reçu. Il est interdit de mettre des caméras sans autorisation préalable, il leur sera demandé de les enlever. Les autres points seront étudiés.

La séance est levée à 22 h 50

***Délibération certifiée exécutoire compte tenu
de sa télétransmission le 9 mai 2023***

***Extrait certifié conforme,
Le secrétaire de séance***

Le Maire



A

[Signature]